

AMNESTY INTERNATIONAL COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Index AI : AMR 23/019/2007 (Public)
Bulletin n° : 123
ÉFAI
28 juin 2007

Colombie. Les FARC et l'ELN doivent libérer tous les otages

Amnesty International a appelé ce jeudi 28 juin les *Fuerzas Armadas Revolucionarias de Colombia* (FARC, Forces armées révolutionnaires de Colombie) et l'*Ejército de Liberación Nacional* (ELN, Armée de libération nationale) à libérer immédiatement et sans condition tous les civils que ces groupes de guérilla ont enlevés.

Cet appel intervient après la publication par les FARC d'un communiqué de presse dans lequel le groupe de guérilla indique que 11 des 12 députés de l'Assemblée départementale du Valle del Cauca enlevés en avril 2002 ont été tués lors d'un échange de tirs le 18 juin dernier.

« La prise d'otages est une violation flagrante du droit international humanitaire qui peut constituer un crime de guerre, a déclaré Amnesty International. La mort des 11 députés du Valle del Cauca, si elle est confirmée, est une tragédie qui aurait pu être évitée si les FARC avaient respecté le droit fondamental des civils à ne pas être entraînés dans le conflit armé qui déchire depuis longtemps la Colombie. »

Amnesty International a également appelé les FARC et l'ELN à donner comme consigne à leurs membres de ne jamais tuer, et de traiter avec humanité, les personnes qu'ils ont capturées, y compris ceux qui sont blessés et ceux qui se constituent prisonniers, qu'il s'agisse de civils ou de membres des forces armées ou de leurs alliés paramilitaires.

« La responsabilité de la sécurité physique des civils et des autres personnes pris en otages par les forces de guérilla relève du groupe qui les détient. »

Complément d'information

Bien que le nombre d'enlèvements soit toujours en recul, avec 687 cas en 2006 contre 800 en 2005, il atteint toujours un niveau alarmant. Les groupes de guérilla, essentiellement les FARC et l'ELN, étaient responsables de quelque 200 enlèvements liés au conflit. Dix enlèvements ont été attribués à des groupes paramilitaires, 267 à des criminels de droit commun et 200 environ n'ont pas pu être attribués.

Les FARC maintiennent toujours en otages plusieurs personnalités, dont la candidate à l'élection présidentielle Ingrid Betancourt et son adjointe Clara Rojas, qui ont été enlevées en 2002.

Au cours des quelques dernières années, des informations ont fréquemment circulé selon lesquelles les FARC et le gouvernement colombien seraient sur le point de convenir d'un « *échange humanitaire* » de membres de FARC détenus par les autorités colombiennes contre des otages retenus par le groupe de guérilla. Le gouvernement avait indiqué que la libération unilatérale de plus de 100 membres des FARC à laquelle il a procédé récemment, ainsi que la libération imminente d'autres prisonniers avaient pour objectif de faciliter un tel échange. Les FARC ont refusé de négocier tout échange tant que le gouvernement n'aurait pas accepté de démilitariser deux municipalités.

Des informations laissent également de plus en plus entendre que l'ELN et le gouvernement, qui ont eu des pourparlers de paix préliminaires, seraient sur le point de conclure un cessez-le-feu temporaire, qui pourrait conduire à la libération d'otages détenus par l'ELN.

Document public

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 20 7413 5566

Amnesty International, 1 Easton St., Londres WC1X 0DW. Site : <http://www.amnesty.org>